



# S'implanter en République Tcheque 2023

mazars

## Mazars en République Tchèque

Mazars en République Tchèque, propose des solutions complexes et des conseils financiers “sur-mesure” aux petites, moyennes et grandes sociétés ou multinationales, ainsi qu’aux personnes individuelles. Grâce à une gamme complète et flexible de services, Mazars peut vous accompagner dans les domaines de la comptabilité, de la fiscalité et du conseil, que vous soyez autoentrepreneur ou cadre dirigeant, pour tout type de sociétés et de taille d’entreprises.

Fondée en Europe en 1945, Mazars est une entreprise internationale, intégrée et indépendante, spécialisée en audit, comptabilité, conseil, fiscalité et services juridiques. Opérant dans plus de 95 pays et territoires et s’appuyant sur l’expertise de 47 000 professionnels pour assister les grands groupes internationaux, les pme, les investisseurs privés et les organismes publics à chaque étape de leur développement.



250  
professionnels



9  
associés



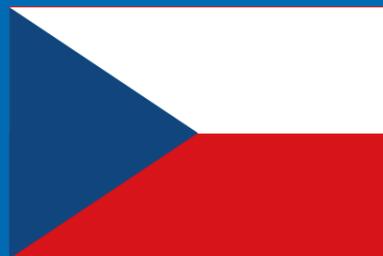
12.8 M EUR  
de chiffre d’affaires



1  
bureau à Prague



## Principaux indicateurs sur la République Tchèque



**Fuseau horaire :** Fuseau horaire : zone Europe centrale;  
GMT+1 en hiver et GMT+2 en été ;  
soit le même fuseau horaire que la France

**Population :** 10.5 millions (dont 7.26 millions d’actifs)

**Langue :** Tchèque

**Capital :** Prague, 1.33 millions d’habitants

**Autres villes majeures :** Brno, Ostrava, Plzen, Liberec, Olomouc ...

**Devise :** La couronne tchèque - CZK

**Investissements étrangers directs :** 132 milliards d’euros

**Exportations vers la France :** 8,9 milliards EUR (2021)

**Importations depuis la France :** 5,1 milliards EUR (2021)

## Table des matières :

04	Fiche pays
05	Les tendances de l’économie
07	Les échanges commerciaux Franco-Tchèques
09	Les secteurs porteurs
12	Établissement d’une entité
13	Restrictions étrangères aux entreprises
13	Incitations aux investissements
14	Fiscalité
19	Permis de travail et visas
20	Audit et comptabilité
23	Rapport ESG

Le contenu de ce document est uniquement fourni à titre indicatif. Mazars décline toute responsabilité quant au contenu de ces informations ainsi que l’utilisation qui pourrait en être faite. Propriété de Mazars – Tous droits réservés (Janvier 2023).



### Présentation économique

Parmi les pays d'Europe Centrale et Orientale, la République tchèque offre aujourd'hui l'économie la plus industrialisée et la plus développée.

La République tchèque a été le premier pays de la zone PECO à être admis au sein de l'OCDE (1995). Elle est devenue membre de l'UE en 2004.

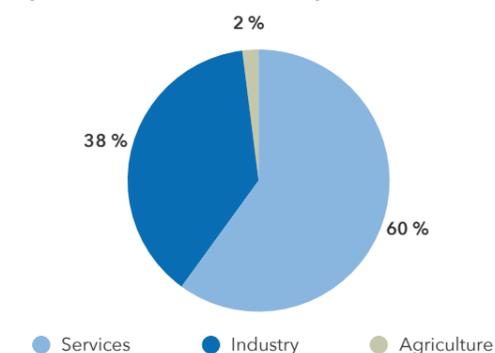
Le pays est doté d'une économie solide et porteuse basée sur l'innovation et les compétences, d'un système politique stable, un secteur bancaire sain, ainsi que d'un marché du travail moderne et flexible.

La Tchéquie a atteint en 2020, 93 % de la moyenne du PIB par habitant de l'UE-27. Les performances de l'économie tchèque ont donc plus que doublé par rapport aux années 1990.

### Le pays le plus industrialisé d'Europe

Malgré une tertiarisation continue, l'économie tchèque demeure très industrialisée. La production industrielle et le BTP représentent 38 % du PIB et 40 % des emplois du pays. Ce chiffre classe la République tchèque au premier rang européen quant à l'importance du secteur industriel. Le secteur tertiaire génère 60 % du PIB et emploie 56 % de la population active. Le reste est représenté par la production agricole.

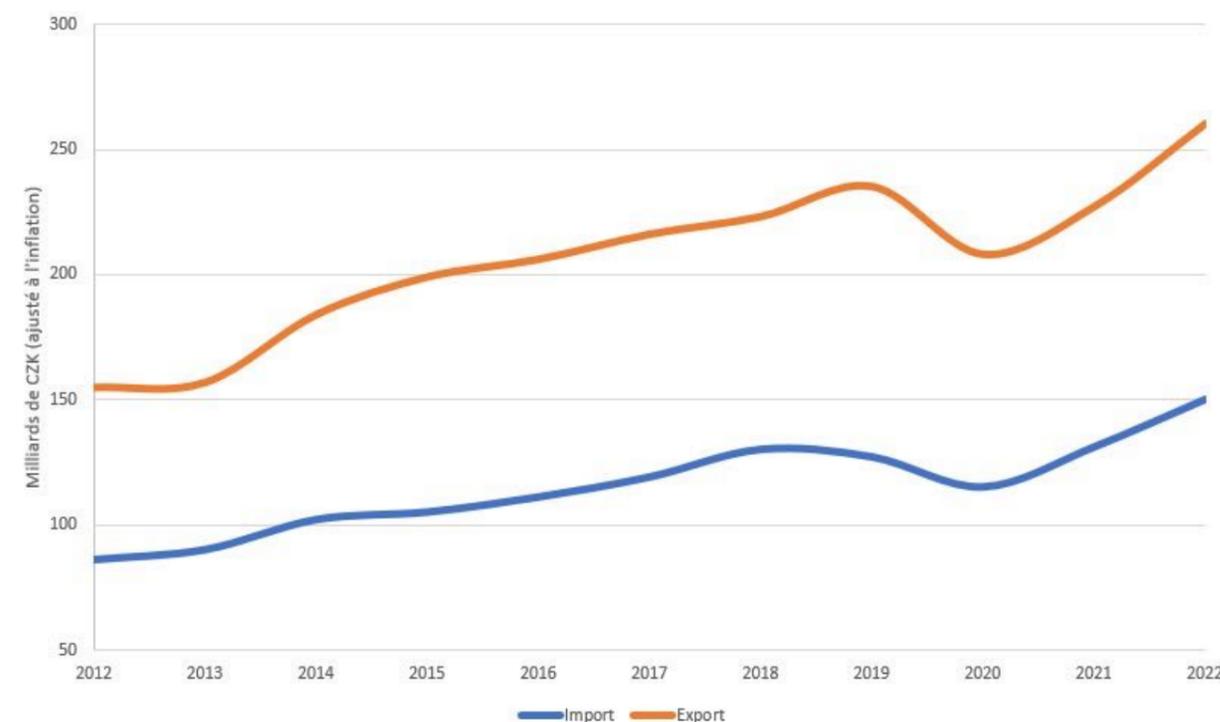
### Répartition du PIB par secteur



Source : France Diplomatie, ministère de l'Europe et des affaires étrangères

PIB par habitant en PPA	91 % (moyenne de l'UE 27=100 %) (2021)	Répartition du PIB	Services 60 % Industrie et bâtiment 38 % Agriculture 2 %
PIB	238 milliards EUR (2021)	Monnaie	CZK : 1 EUR = 24 CZK (2022)
Croissance du PIB	+2,5 % (2022) +2,8 % (2021) -5,6 % (2020)	Solde du compte courant/PIB	-4,1 % (2022)
Salaire moyen brut Salaire minimum	39 858 CZK (1 660 EUR) 16 200 CZK (675 EUR)	Solde du compte financier/PIB	0,2 % (2022)
Taux de chômage (ILO)	3,9 % (2022)	Dettes publiques	107 milliards EUR (2022)
Taux annuel de l'inflation	15,1 % (2022)	Dettes publiques/PIB	43,1 % (2022)
Exportations/PIB	81 % (2021)	Déficit budgétaire/PIB	5,5 % (2022)
Balance commerciale	Déficit de 8 milliards EUR (2022)	Épargne des ménages / revenu disponible	15,2 % (2021) 18 % (2020) 13,2 % (2019) 10,9 % (2018)

### Échanges commerciaux entre la Tchéquie et la France



Source : Bureau statistique tchèque

## Les tendances de l'économie

### Croissance, stabilité et ouverture internationale

Durant la décennie pré-covid, la République tchèque a montré un des taux de croissance du PIB les plus forts d'Europe, signe de sa bonne santé économique. Cependant pendant l'année 2020 l'économie tchèque a enregistré une chute de 5,6 % de son PIB, ce qui représente un résultat moyen parmi les membres de l'UE.

Elle est aussi l'un des pays de l'Union Européenne les plus ouverts avec un taux d'exportation représentant 81 % de son PIB, dont environ 90 % sont tournées vers l'Europe.

Une autre force de la République tchèque réside dans la stabilité de son taux de change. Début 2022, 1 EUR valait environ 24,0 CZK d'après la CNB (Banque Nationale Tchèque). Grâce à la forte liquidité de ses banques et sa faible dette souveraine (43 % du PIB), elle suscite aussi la confiance des agences de notation, ce qui lui permet d'avoir une des meilleures notes d'Europe et ainsi d'emprunter à un taux faible.

### Note financière

Agence	Note 2022	Comparables
Moody's	Aa3	Belgique, Royaume Uni, Taiwan
Standard & Poor's	AA-	Irlande, Israël, Estonie, Slovaquie
Fitch	AA-	Belgique, Corée du Sud, Royaume Uni

Source : Banque Centrale Tchèque CNB

### Le taux de chômage parmi les plus faibles d'Europe

La population active tchèque représente 69 % de la population totale soit environ 7,26 millions de personnes. Elle est l'une des populations actives les plus éduquées d'Europe avec une part de 93 % de personnes qui ont au moins atteint le niveau secondaire. Le taux d'emploi atteint 70 %, ce qui classe la République tchèque parmi les pays européens avec le taux d'emploi le plus élevé.

Le taux de chômage est quant à lui l'un des plus faibles d'Europe. Malgré la crise énergétique, il reste sous les 4 % en janvier 2023 et le nombre de postes

vacants rattrape tout juste le nombre de demandeurs d'emploi. Le coût du travail comprend les salaires et les autres charges patronales (charges sociales et autres). Il est l'un des plus bas d'Europe avec un coût horaire de 15,3 € en 2021, quand la moyenne européenne est de 29,1 €. Ce coût du travail peu élevé et la qualité de sa main d'œuvre rend le pays très attractif et représente une réelle opportunité pour les entreprises étrangères.

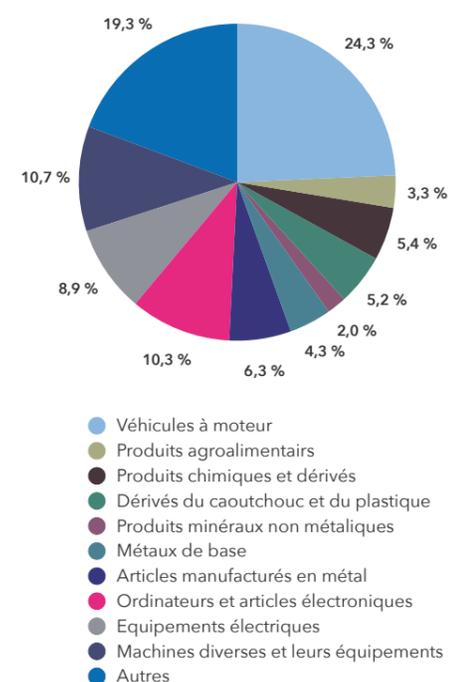
## Les échanges commerciaux Franco-Tchèques

### Près de 80% du PIB Tchèque en exportation

La République tchèque est l'un des pays les plus ouverts d'Europe. Ses exportations représentent 81 % du PIB tchèque. La France est un partenaire important de la Tchéquie. En effet, elle est le 4e client et le 7e fournisseur de la République tchèque. Les entreprises françaises sont aussi actives sur le marché tchèque en tant qu'investisseurs, la France est le 5e investisseur en Tchéquie.

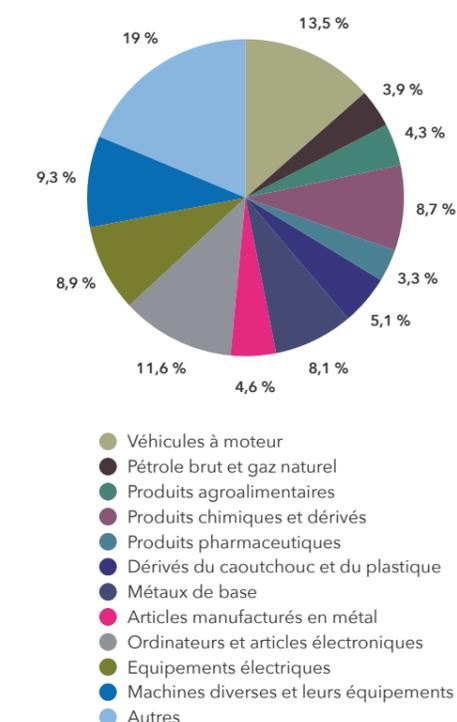
#### Échanges commerciaux

##### Structure des exportations (2021)



#### Échanges commerciaux

##### Structure des importations (2020)



#### Principaux clients (2021)

	1. Allemagne	31,0 %
	2. Slovaquie	9,7 %
	3. Pologne	7,1 %
	4. France	4,7 %
	5. Autriche	4,5 %
	6. Royaume Uni	3,6 %
	7. Italie	3,8 %
	8. Pays-Bas	3,4 %

#### Principaux fournisseurs (2021)

	1. Allemagne	23,3 %
	2. Chine	12,2 %
	3. Pologne	7,9 %
	4. Slovaquie	5,1 %
	5. Italie	4,5 %
	6. Russie	3,8 %
	7. France	3,0 %
	8. Autriche	3,1 %

#### Principaux investisseurs (2019)

	1. Pays-Bas	18,3 %
	2. Luxembourg	17,1 %
	3. Allemagne	14,9 %
	4. Autriche	10,6 %
	5. France	7,0 %
	6. Suisse	3,9 %

Source : Bureau des statistiques tchèques

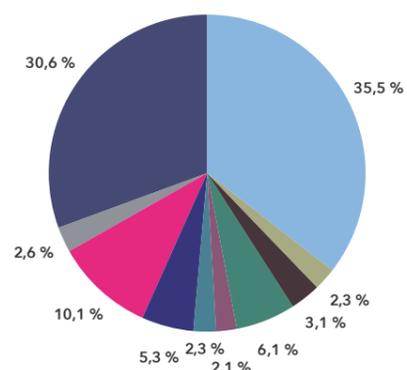
## Les échanges commerciaux Franco-Tchèques

### La France, 4<sup>e</sup> partenaire commercial de la République Tchèque

En 10 ans, les exportations tchèques vers la France ont augmenté de 69 %, passant de 5,4 en 2008 à 9,1 milliards d'euros en 2021. Les exportations françaises vers la République tchèque ont elles aussi augmenté de 28 % sur la même période, passant de 3,9 à 5,0 milliards d'euros. La qualité de son économie, sa main d'œuvre qualifiée et à bas coûts, sa localisation et ses infrastructures de qualité ainsi que son réseau dense de sous-traitants attirent aussi les investisseurs français. On compte aujourd'hui plus de 500 entreprises ayant un capital français.

#### Structure des exportations

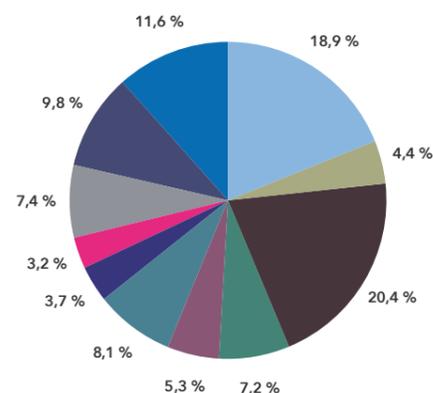
Tchèques vers la France



- Véhicules à moteur
- Produits agroalimentaires
- Produits chimiques et dérivés
- Produits pharmaceutiques
- Produits du caoutchouc et du plastique
- Produits minéraux non métalliques
- Métaux de base
- Articles manufacturés en métal
- Ordinateurs et articles électroniques
- Equipements de transports divers
- Autres

#### Structure des exportations

Françaises vers la République tchèque



- Véhicules à moteur
- Produits agroalimentaires
- Produits chimiques et dérivés
- Produits pharmaceutiques
- Produits du caoutchouc et du plastique
- Métaux de base
- Articles manufacturés en métal
- Ordinateurs et articles électroniques
- Equipements électriques
- Machines diverses et leurs équipements
- Autres

Source : Bureau des statistiques tchèques

## Les secteurs porteurs

### Automobile

#### 1<sup>er</sup> producteur automobile d'Europe Centrale et Orientale

Le secteur automobile, comptant plus de 180 000 employés, représente un moteur puissant de l'économie tchèque. En effet, ce secteur représente 26 % de la production industrielle totale du pays et près de 23 % des exportations de la République tchèque.

Les constructeurs automobiles présents en République tchèque – Škoda Auto, TPCA, Hyundai, Iveco, SOR, Avia, Tatra – ont produit 1,1 million de véhicules en 2021 (dont 99,5 % de voitures) et 1,2 million en 2022 ce qui correspond à 7,8 % de la production européenne et 1,5 % de la production mondiale, bien plus que les productions cumulées de la Pologne, la Hongrie et la Roumanie sur la même année.



26 % de la production industrielle  
+ 180 000 employés

### T.I.C.

#### Un des pays leaders de la transformation informatique

La République tchèque est devenue l'un des territoires européens les plus performants pour la délocalisation et l'externalisation des services T.I.C. Cette réalité est confirmée par un afflux important de projets à hautes valeurs ajoutées de la part des principaux acteurs mondiaux en T.I.C., alimentée par une tradition d'excellence dans le domaine technique. Le pays a la plus haute densité de centres de services stratégiques en Europe Centrale et Orientale. Selon les données de la société Infosys BPO, le secteur tchèque des services stratégiques emploie déjà environ 30 000 personnes et sa valeur s'élève à 2 milliards de dollars.



35,000 étudiants sur les TIC  
6 universités  
Berceau des sociétés AVG, AVAST, SEZNAM.CZ.

### Électronique

#### 30 % de la production mondiale de microscopes électroniques

Le secteur électrotechnique tchèque est basé sur son ancienneté et sur les compétences étendues de ses employés. En effet, dès le début du 20<sup>e</sup> siècle, la production de produits électroniques prend une part active dans l'industrie tchèque (à l'époque tchécoslovaque). Actuellement, cette branche représente environ 15 % de la production industrielle tchèque. 25 % de tous les investissements étrangers vers la République tchèque se dirigent vers le secteur électronique et électrotechnique.

Ces dernières années, la République tchèque a accueilli de nombreux investisseurs dont les plus importants sont : Panasonic, Siemens, Bosch, TYCO Electronics, Celestica, Honeywell, ABB, Mitsubishi Electronic, Daikin, LG Philips, Pickering, ST Microelectronics, Hitachi, Foxconn, BenQ, Bang & Olufsen, etc.

La plupart de ces investisseurs ne s'intéressent pas seulement à la création de sites de production, mais également aux compétences locales dans le champ de la R&D.



15 % de la production industrielle  
2<sup>nd</sup> secteur de l'industrie  
+ 3 000 entreprises  
+ 40 000 employés

## Les secteurs porteurs

### Ingénierie mécanique

#### Une longue tradition métallurgique

Malgré les graves difficultés du début des années 1990, le secteur de la métallurgie et de la sidérurgie reste l'une des branches les plus importantes de l'industrie tchèque.

Grâce à une restructuration réussie, à sa longue tradition, à son savoir-faire et aux nombreux investissements étrangers (ArcelorMittal, Evraz), ce secteur représente toujours 12 % de la production industrielle tchèque et presque 15 % de tous les emplois dans l'industrie tchèque.



+ 46 000 entreprises actives dans le secteur  
+ 115 000 professionnels hautement qualifiés

### Agroalimentaire

#### L'agroalimentaire réceptif aux compagnies françaises

Cette industrie traditionnelle conserve un poids économique important dans l'ensemble de l'industrie tchèque et elle emploie environ 9 % des salariés du secteur industriel.

Les capitaux étrangers ont une part importante dans certains secteurs de production. Les groupes français suivants sont très actifs dans ce secteur : Danone, Savencia, Bel, Opavia-Lu, Bonduelle, Lactalis, Pernod Ricard et d'autres.



+ 100 000 salariés  
+ 10 000 entreprises

### Aérospatial

#### + 32,000 avions et + 37 000 moteurs d'avions produits en 90 ans d'expérience

Le secteur aéronautique tchèque peut compter sur sa longue expérience, sur la qualité de ses producteurs ainsi que sa R&D. En effet, depuis plus de 90 ans, la République tchèque construit des avions entiers ou des éléments de structure. Au total, c'est plus de 32 000 avions produits et 37 000 moteurs fournis. Le secteur est composé de 130 entreprises qui emploient 6 500 personnes et génèrent un chiffre d'affaires de 490 millions d'euros.

Tous les secteurs liés à l'aéronautique sont présents en République tchèque. En ce qui concerne la R&D, le pays possède plusieurs clusters spécialisés dans l'aérospatial, qui sont surtout localisés à Prague et à Brno.



+ 130 sociétés  
+ 10 000 employés

### E-commerce

#### L'un des pays qui réalisent le plus de ventes en ligne

Ces dernières années, le nombre d'achats sur internet a augmenté de façon remarquable. La République tchèque se place à la 5e position parmi les pays qui réalisent le plus de ventes sur internet dans le volume total des ventes. Elle se place aux côtés des puissances européennes les plus développées.

Les achats en ligne sont fréquents pour les Tchèques entre 25 et 34 ans, dont presque 70 % font leurs achats en ligne au moins une fois par mois.

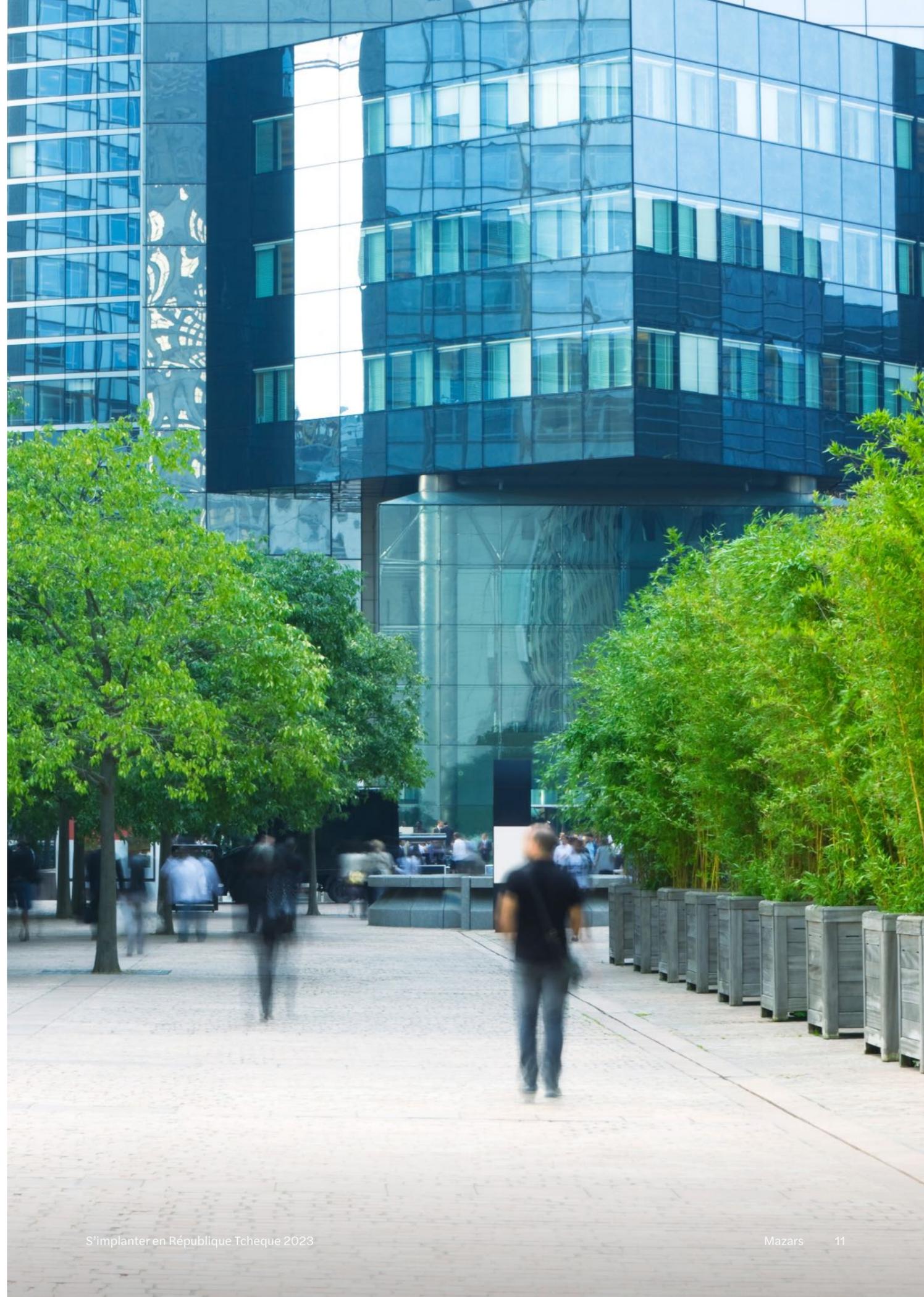
54 % des paiements en ligne sont réalisés sur mobile, ce qui classe la Tchéquie en première position en Europe.



Le e-commerce représente 10 % du CA du retail  
+ 9,18 milliards d'euros en 2021  
+ 43 000 e-shops

## En résumé : pourquoi choisir la République tchèque ?

- Une industrie forte : le pays d'Europe Centrale et de l'Est le plus industrialisé
- Des fabricants et des sous-traitants de qualité dans tous les secteurs industriels
- Une position géographique stratégique offrant un accès privilégié à toute l'Europe de l'Est et une proximité avec la France
- Une ouverture économique importante sur toute l'Europe
- Une économie et une politique stable



## Établissement d'une entité

Les personnes physiques et morales ainsi que les entités juridiques peuvent exercer une activité commerciale en République Tchèque sous l'une des formes juridiques suivantes.

Généralement, il n'y a **pas de limitation quant au niveau de participation étrangère** dans une entité juridique tchèque. Les étrangers / sociétés étrangères peuvent établir des joint-ventures et des filiales en propriété exclusive en République Tchèque.

Les différents types de sociétés sont une société par actions, une société à responsabilité limitée, une société en commandite ou encore un partenariat illimité.

Les **sociétés anonymes** et les **sociétés à responsabilité limitée** sont les types d'entité les plus couramment utilisés à des fins commerciales; ces deux formes juridiques doivent remplir des conditions minimales en termes de fonds propres.

Une société par actions peut être constituée par une ou plusieurs personnes morales ou physiques. Le capital minimum requis est de 2 millions de CZK ou de 80 000 EUR.

Une société à responsabilité limitée peut être constituée par une ou plusieurs personnes morales ou physiques. La contribution minimale au capital social d'une société à responsabilité limitée est de 1 CZK.

La limitation du «chaînage» des sociétés unipersonnelles a été annulée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 (le chaînage des sociétés unipersonnelles est une situation dans laquelle une société à responsabilité limitée avec un actionnaire unique est le seul fondateur ou l'actionnaire unique d'une autre société à responsabilité limitée).

**Outre les entreprises, des activités commerciales peuvent être menées par le biais d'autres formes juridiques: une coopérative, une succursale, une société en commandite, une société européenne (Societas Europaea) et un Groupement Européen d'Intérêt Economique. Une association peut également faire des affaires, mais seulement dans le cadre de son activité secondaire.**

Des affaires commerciales peuvent également être menées en République Tchèque directement par une entité étrangère. L'entité étrangère peut enregistrer une succursale (branche d'une personne morale) qui ne constitue pas une entité juridique distincte

et, par conséquent, toute action de la succursale est considérée comme une action de l'entité qui enregistre la succursale. Une succursale enregistrée peut généralement entreprendre la même activité commerciale qu'une entité juridique tchèque.

**L'autorisation d'une entité étrangère pour exercer des activités commerciales** en République Tchèque prend effet à la date à laquelle cette entité ou sa succursale est inscrite au Registre du Commerce et correspond à la portée des activités commerciales d'une telle entité ou succursale inscrite au Registre du Commerce. Les entreprises, les coopératives ainsi que les succursales et les entreprises étrangères non membres de l'UE ou non membres de l'EEE sont tenus d'être inscrites au Registre du Commerce.

Avant d'être inscrite au Registre du Commerce, une entité juridique tchèque ou une succursale d'une entité étrangère doit suivre certaines procédures, notamment **l'obtention d'une licence commerciale ou autre autorisation d'exercer, la nomination de ses représentants statutaires ainsi que le remplissage des conditions minimales en termes de fonds propres** (si applicable).

Une autorisation spéciale peut être nécessaire pour mener des activités dans certains domaines qui ne sont pas régis par le régime général des licences commerciales. Les industries qui sont assujetties à la réglementation par une législation spéciale comprennent notamment certains services financiers (banques, courtiers en valeurs mobilières, compagnies d'assurance, fonds d'investissement, sociétés d'investissement / fonds communs de placement et fonds de pension), les télécommunications, les services publics, les produits pharmaceutiques, la radiodiffusion, l'industrie du jeu ainsi que la médiation professionnelle (recrutement, recherche de cadres dirigeants, etc.).

Après inscription au Registre du Commerce, une entité juridique ou une succursale d'une entité étrangère doit ouvrir un compte bancaire qui devra être publié et utilisé pour tout paiements d'impôts.

Toutes les entités établies en République tchèque ont leur propre databox créée par le Gouvernement tchèque. **Cette databox est utilisée comme portail unique de communication avec les autorités locales** pour partager tous les documents officiels (déclarations d'impôts, rapports statistiques, requêtes de contrôle social ou fiscal etc.).

## Restrictions étrangères aux entreprises

La République tchèque n'applique aucune restriction aux entrepreneurs basés dans l'UE. Généralement, les investisseurs étrangers apprécient la République Tchèque particulièrement pour sa situation centrale unique en Europe, ses infrastructures, sa stabilité économique et sa main-d'œuvre flexible.

La législation tchèque, les traités de protection des investissements et le traité instituant la Communauté Européenne (par rapport aux États membres de l'UE) garantissent le droit de rapatrier les bénéfices à l'étranger.

Des accords bilatéraux de promotion et de protection des investissements ont été signés avec un large éventail de pays (une liste des accords bilatéraux est disponible sur [www.mfcr.cz](http://www.mfcr.cz)).

## Incitations aux investissements

Le système d'incitation à l'investissement est intégré dans le système juridique tchèque. La Loi sur les incitations à l'investissement (loi n° 72/2000 Coll.) a fait l'objet de discussions avec la Commission Européenne et est conforme à la réglementation européenne sur les aides d'État.

Les entreprises établies en République Tchèque peuvent également obtenir un soutien financier de la part de fonds structurels de l'UE.

Pour plus d'information, consultez le site [www.mpo.cz](http://www.mpo.cz) ou nous contacter.

### Avantages en vertu de la loi sur les incitations aux investissements

Des incitations à l'investissement sont possibles pour les industries manufacturières, les centres technologiques, les centres de services de soutien aux entreprises et fabricants de produits médicaux spéciaux.

Les entités tchèques peuvent recevoir:

- un dispositif d'allègement fiscal (impôt sur les sociétés) pendant 10 périodes imposables
- un soutien financier pour les nouveaux emplois créés au sein d'une sélection de régions.
- un soutien financier pour la formation des employés au sein d'une sélection de régions.

- un soutien financier à l'investissement stratégique (production de dispositifs médicaux, aides à la protection etc.) au sein d'une sélection de régions.
- transfert de terrain incluant des infrastructures techniques à un prix réduit
- exonération de taxe foncière pendant 5 ans dans certaines zones industrielles

La limite maximale de l'aide octroyée par l'Etat au titre de la loi sur les incitations à l'investissement pourrait atteindre jusqu'à 40% du montant total d'investissement pour les grandes entreprises, 50% pour les entreprises moyennes et 60% pour les petites entreprises, aussi en fonction du lieu d'investissement.

Cette aide est en effet généralement octroyée pour les régions hors de Prague.

## Impôts sur les sociétés et autres impôts directs

La République tchèque a un **taux d'impôt sur les sociétés forfaitaire de 19 %** appliqué sur une base d'imposition générale, c'est-à-dire que les succursales sont imposées aux mêmes taux que les sociétés domestiques. La base d'imposition est représentée par un profit ou une perte comptable augmentée ou diminuée de certains éléments.

Cette base d'imposition peut être réduite par des **déficits fiscaux reportables** au cours de cinq périodes imposables ultérieures. Depuis 2020, il est également possible de reporter en arrière les déficits fiscaux réalisés une année sur les 2 exercices précédents (« Carry back »). Le montant maximal pouvant être reporté de la sorte est limité à 30 millions CZK (environ 1,2 million EUR).

L'intégration fiscale n'est pas possible.

Les **dividendes** versés aux résidents et aux non-résidents sont soumis à une **retenue à la source de 15%**, à moins que le taux ne soit réduit en vertu d'une convention fiscale applicable. Un taux spécial de 35% est applicable aux résidents des États qui ne sont pas membres de l'UE ou avec lesquels la République tchèque n'a pas conclu une convention de double imposition ou un contrat d'échange d'informations fiscales.

En vertu de la directive «mère-filiale» de l'UE, les dividendes versés par une société tchèque à une société mère (au sens de la directive) situés dans d'autres États membres de l'UE sont exonérés de la retenue à la source si la société mère détient au moins 10% de la société distributrice pendant une période ininterrompue d'au moins 12 mois. Depuis 2009, l'exonération s'applique aux dividendes versés aux sociétés mères de l'Islande, de la Norvège et de la Suisse. En outre, les dividendes sont exonérés s'ils sont versés à une société mère qui :

- Est un résident fiscal d'un pays tiers avec lequel la République tchèque a conclu une convention fiscale;
- A une forme juridique spécifique;
- Est en adéquation avec les conditions d'exemption prévues par la directive mère-filiale de l'UE; et
- Est assujettie à une taxe sur le pays d'origine similaire à l'impôt sur le revenu tchèque à un taux d'au moins 12%.
- L'exonération des dividendes ne s'applique pas si la filiale ou la société mère :

- Est exonéré de l'impôt sur les sociétés ou d'un impôt similaire;
- Peut choisir une exonération ou une concession similaire de l'impôt sur les sociétés ou d'une taxe similaire;
- Est assujetti à l'impôt sur les sociétés ou à une taxe similaire de 0%.

The exemption on dividends is not applicable if the subsidiary or the parent company:

- Is exempt from corporate income tax or a similar tax;
- Can choose exemption or a similar concession from corporate income tax or a similar tax;
- Is subject to corporate income tax or a similar tax in the amount of 0%.

Une **retenue à la source de 15%** est imposée sur les **intérêts et redevances** versés aux non-résidents à moins que le taux ne soit réduit en vertu d'une convention fiscale applicable ou que le paiement soit effectué à une société associée admissible en vertu de la Directive sur les intérêts et les redevances de l'UE. Si des conditions spéciales sont remplies en vertu de la Directive sur les intérêts et les redevances de l'Union européenne, le contribuable peut demander une exemption. L'exemption n'est pas automatique. La décision spéciale rendue par les autorités fiscales sur la base de la demande écrite est nécessaire. Un taux spécial de 35% est applicable aux résidents des États qui ne sont pas des résidents de l'UE ou avec lesquels la République tchèque n'a pas conclu un traité de double imposition ou un traité d'échange de renseignements fiscaux.

Les véhicules motorisés routiers utilisés à des fins professionnelles et camions dont le poids dépasse 3,5 tonnes, quelle que soit leur utilisation, sont soumis à une taxe de circulation s'ils sont immatriculés en République tchèque.

Une taxe foncière est appliquée sur les terrains et les constructions, les taux d'imposition dépendant généralement du type de propriété, tandis que le montant final de la taxe peut également être influencé par des ratios locaux (tels qu'appliqués par les autorités locales).

La taxe sur les mutations immobilières a été supprimée le 25 septembre 2020 et n'est donc plus applicable.

Les droits de succession et de donation sont intégrés à l'impôt sur le revenu, avec l'application des taux normaux d'impôt sur le revenu.

Un nouveau type d'impôt sur les sociétés appelé **impôt sur les bénéfices exceptionnels** ou **impôt extraordinaire** a été introduit dans le cadre de la crise énergétique en République tchèque.

Cette nouvelle taxe s'applique à certains contribuables du secteur des combustibles fossiles,

du secteur de l'énergie et des banques, qui profitent exceptionnellement de la hausse des prix ou, dans le cas des banques, de la hausse des taux d'intérêt.

Le taux de l'impôt sur les bénéfices exceptionnels est de 60 % et il est appliqué sur une base d'imposition spécifiquement calculée. Bien qu'elle ne soit valable que pour les années civiles 2023-2025, les avances sur cette taxe sont dues dès 2023.

## TVA et autres impôts indirects

Trois taux de TVA sont appliqués en République Tchèque: le taux standard de TVA (21%) et deux taux de TVA réduits (15% et 10%).

En 2023, **le taux de TVA standard est de 21 %**, tandis que les taux réduits sont de 15 % (applicable par exemple, aux denrées alimentaires, aux boissons non alcoolisées, à certains produits médicaux/sanitaires, ainsi qu'à la collecte et au recyclage des déchets municipaux) et de 10 % (applicable par exemple, aux produits alimentaires pour enfants, certains produits pharmaceutiques, certains livres, journaux, magazines, partitions de musique, aliments pour personnes intolérantes au gluten, transports en commun, chauffage et refroidissement, hébergement, restauration y compris le service de boissons non alcoolisées ou bière en fût, livres électroniques et livres audio, distribution d'eau, assainissement ; cordon-

nier, de vêtements et de produits textiles, réparation de vélos ; coiffeur et barbier ; garde d'enfants à domicile, personnes âgées, malades et handicapées ; services de nettoyage et de lavage; événements sportifs et culturels).

Depuis le 1er janvier 2023, le chiffre d'affaires annuel pour un enregistrement obligatoire à la TVA des entités basées en République tchèque est passé de 1 million de CZK à 2 millions de CZK (environ 80 000 EUR). Les entités assujettis à la TVA sont tenus de soumettre des déclarations de TVA, des états récapitulatifs des ventes intracommunautaires (EC sales list) et des rapports de contrôle (preuves détaillées pour les transactions sélectionnées sous un format spécifique) sur une base mensuelle ou trimestrielle (selon le statut de l'entité).

## Prix de transfert

Les prix de transfert ont fait partie des sujets les plus importants ces dernières années dans le domaine de l'imposition tchèque des revenus des sociétés multinationales et l'administration fiscale se concentre tout particulièrement dessus lors de contrôles fiscaux qui sont souvent longs et pouvant aboutir à des redressement fiscaux importants.

Dans le cas d'un contrôle fiscal, le contribuable est généralement invité à fournir des preuves confirmant la conformité des prix de transfert avec le principe de pleine concurrence dans les transactions réalisées au sein du groupe. La documentation sur les prix de transfert devrait être conforme au décret D-334 du ministère tchèque des Finances qui reflète les recommandations de l'OCDE et de l'UE.

L'administration fiscale tchèque accorde actuellement une attention particulière aux aspects suivants :

- Cohérence entre les fonctions exercées et les risques supposés ; c'est-à-dire que le contribuable ne devrait pas supporter de risques dans les domaines sur lesquels il n'a aucun contrôle et où il serait lié par la décision d'une autre entité du Groupe ; ou si tel est le cas, ceci devrait être adéquatement indemnisé par le Groupe.
- Substance économique concernant des frais de gestion, des redevances et des paiements d'intérêts de prêts intragroupes.

>>>

## Fiscalité

- Si le contribuable est correctement rémunéré par le Groupe pour sa propre contribution au développement, à l'amélioration, à l'entretien, à la protection et à l'exploitation des actifs incorporels utilisés (fonction dite « DEMPE »).
- Si le contribuable a reçu une compensation appropriée des parties liées en cas de restructuration d'entreprise.
- Si le contribuable a reçu une compensation adéquate en cas "d'instruction reçue de la part de la société mère", en cas d'influence de la part de la maison mère dans une transaction indépendante effectuée par le contribuable.
- Si les coûts ou les pertes causés par la pandémie COVID-19 ont été correctement reflétés dans la méthode de prix de transfert appliquée par le contribuable ; et si ces coûts ne réduisent pas à tort la marge bénéficiaire du contribuable.
- Si les coûts additionnels encourus par le contribuable dans la période de crise énergétique actuelle sont correctement reflétés dans l'assiette des coûts du contribuable ; et si ces coûts ne réduisent pas à tort la marge bénéficiaire du contribuable.

## Imposition des particuliers (impôt sur le revenu) et système de sécurité sociale

Depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2021, l'assiette de l'impôt est calculée comme le revenu brut de l'emploi (alors que jusqu'à fin 2020, celle-ci était augmentée des cotisations tchèques à la sécurité sociale et d'assurance maladie versées par l'employeur).

Dans le cas des travailleurs indépendants, l'assiette fiscale est calculée comme le montant du revenu diminué des dépenses réelles ou forfaitaires. Les

dépenses forfaitaires représentent de 30% à 80% du revenu selon le type d'activité (jusqu'à une certaine limite pour chaque catégorie de revenus)

En 2023, le taux d'imposition progressif suivant est appliqué sur la base d'imposition personnelle, qui se compose de cinq bases d'imposition partielles (salaire, revenu de travailleur indépendant, plus-value en capital, revenus de location, autres revenus):

Taux d'impôt (%)	Base taxable
15	jusqu'à 48 fois le salaire moyen (c'est-à-dire jusqu'à 1 935 552 CZK, soit 161 296 CZK par mois)
23	plus de 48 fois le salaire moyen

En 2021, le régime d'imposition forfaitaire a été introduit pour les contribuables indépendants. Le montant de l'impôt forfaitaire équivaut, en 2023, à 6 208 CZK par mois et comprend un système d'avance sur l'impôt des personnes physiques, de la sécurité sociale et de l'assurance maladie.

Pour les travailleurs indépendants, les taux sont appliqués à la base d'évaluation qui est généralement calculée à 50% de la base d'imposition, c'est-à-dire le revenu diminué par les dépenses.

Les cotisations de sécurité sociale ne sont pas payées sur le revenu excédant la base d'évaluation maximale. En 2023, la base d'évaluation maximale s'élève à 1 935 552 CZK.

## Fiscalité

Impôts liés aux salaires en République tchèque	Salaire minimum		Salaire moyen dans le secteur privé	
	en EUR	en CZK	en EUR	en CZK
Taux de change CZK/EUR 23.73	729	17,300	1,699	40,324
<b>Coût salarial total</b>	<b>976</b>	<b>133.80%</b>	<b>2,273</b>	<b>133.80%</b>
Cotisation sociale – employeur	181	24.80%	421	24.80%
Assurance maladie – employeur	66	9.00%	153	9.00%
<b>Salaire brut</b>	<b>729</b>	<b>100.00%</b>	<b>1,699</b>	<b>100.00%</b>
Impôt sur le revenu des personnes physiques avant déduction fiscale forfaitaire*	109	15.00%	255	15.00%
Impôt sur le revenu des personnes physiques après déduction fiscale forfaitaire**	1		147	
Cotisations des employés	81	11.00%	188	11.00%
<b>Salaire net</b>	<b>647</b>	<b>88.75%</b>	<b>1,364</b>	<b>80.28%</b>

\* Un taux d'imposition de 15 % est appliqué sur le salaire brut jusqu'à un revenu annuel de 81 566 EUR (ou 6 797 EUR par mois), le revenu au-dessus est imposé à 23 %.

\*\* Chaque individu a le droit de déduire un montant forfaitaire de 2.570 CZK (env. 108 EUR) par mois de son impôt à payer (ce que l'on appelle la "déduction fiscale standard").

## Règles anti-évasion fiscale

La directive européenne anti-évasion fiscale (ATAD) a été transposée en droit fiscal tchèque :

- Limitation des dépenses de financement en limitant la déductibilité fiscale sur des coûts d'emprunt excessifs (seuil de 80 millions CZK ou 30% de l'EBITDA)
- Règle de contrôle des entités étrangères (CFC). Sous certaines conditions particulières, les revenus de cette société étrangère sont attachés à l'assiette fiscale de la société contrôlante tchèque
- Imposition de sortie (Exit tax - la relocalisation d'actifs hors du territoire et sans changement de propriété est soumise à une taxation en République tchèque)

- Règles de non-concordance hybrides (cette règle neutralise les effets d'accords et de dispositifs hybrides)

La directive DAC6 (directive du Conseil de l'UE 2018/822/EU) a été transposée dans la législation tchèque dans la loi n° 164/2013 Coll., pour la coopération internationale des administrations fiscales. Cette législation implique une obligation de déclaration et de rapport obligatoire pour certains accords transfrontaliers.



## Permis de travail et visas

### Visas :

Les citoyens de l'UE en possession d'un passeport ou d'une carte nationale d'identité valide n'ont pas besoin d'un visa pour entrer en République tchèque et y rester. Si toutefois leur séjour dépasse trente jours consécutifs, ils doivent s'inscrire auprès de la police tchèque des étrangers. Les ressortissants de pays non membres de l'UE peuvent être contraints

de faire une demande de visa avant d'entrer en République tchèque et, même s'il n'existe pas d'obligation de visa pour visiter la République tchèque à des fins touristiques stipulée pour les ressortissants d'un pays non membre de l'UE / EEE Pays, dans la plupart des cas, ils doivent avoir le visa approprié pour pouvoir y travailler.

### Permis de travail :

Les ressortissants de l'UE et de l'EEE n'ont pas besoin d'un permis de travail pour travailler en République tchèque.

Les citoyens britanniques arrivés pour travailler en République tchèque après le 31 décembre 2020 sont soumis aux conditions qui s'appliquent aux citoyens non-UE / EEE.

Les ressortissants de pays hors UE/EEE doivent généralement obtenir un permis de travail (avec certaines exemptions telles que pour un conjoint d'un citoyen UE / EEE, un titulaire d'un diplôme d'une université tchèque, etc.). Néanmoins, l'employeur tchèque a un devoir de déclaration envers le Bureau du travail tchèque concernant l'emploi des étrangers ayant le droit de travailler sans permis de travail. Ce rapport doit être déposé au

plus tard à la date du début de l'emploi. Concernant l'embauche par des employeurs tchèques, le permis de travail a été remplacé par une «carte d'employé» et une «Blue Card» - une double autorisation combinant le permis de travail et le permis de séjour dans un seul et même document. Alors que la carte d'employé est un permis standard pouvant être obtenu par tous les employés, la Blue Card a été conçue pour les employés hautement qualifiés qui prétendent à un certain niveau de salaire. La législation tchèque a aussi instauré un autre type d'autorisation, une «carte de transfert inter-entreprises», destinée aux employés et aux cadres mandatés par leurs employeurs étrangers pour exercer une activité dans une entreprise tchèque appartenant au même groupe.

### Permis de résidence :

Les citoyens de l'UE / EEE doivent s'inscrire à la police des étrangers si leur séjour en République tchèque dépasse trente jours consécutifs. Aussi, ils peuvent demander une confirmation de résidence pour un citoyen UE / EEE, qui est valide pour une période plus longue.

Les citoyens britanniques qui ont commencé à résider en République tchèque après le 31 décembre 2020 sont soumis aux conditions qui s'appliquent aux citoyens non-UE / EEE.

Les ressortissants de pays non membres de l'UE / EEE doivent disposer d'un visa de résident de courte durée (jusqu'à 90 jours de séjour) ou de longue

durée (jusqu'à six mois de séjour) couvrant le motif de leur séjour depuis leur arrivée sur le territoire. Celui-ci est délivré par une ambassade tchèque dans leur pays de résidence ou, dans certains cas, par n'importe quelle ambassade tchèque. Le visa de résidence de longue durée peut par la suite être prolongé et transformé en une carte d'employé émise par le ministère tchèque de l'Intérieur ou une carte double combinant le permis de travail et le visa de séjour comme cité plus haut.

## Le domaine de la comptabilité est régi en République tchèque par la Loi no. 563/1991 Coll., sur la comptabilité, qui spécifie également les entités assujetties à un audit légal obligatoire.

La Loi sur la comptabilité est complétée par les règlements suivants :

- Décret d'application de la loi sur la comptabilité pour les entrepreneurs utilisant la comptabilité en double entrée
- Décret sur l'application de la loi sur la comptabilité des banques
- Décret sur l'application de la loi sur la comptabilité des compagnies d'assurance
- Décret sur l'application de la loi sur la comptabilité des sociétés d'assurance maladie
- Normes comptables tchèques

L'obligation de tenir les comptes en conformité avec la législation tchèque en matière de comptabilité s'applique aux **unités comptables**, comme les entités juridiques ayant leur siège social en République Tchèque, les entités étrangères lorsqu'elles exercent des activités en République Tchèque ou exercent une autre activité selon une législation spécifique, les organisations ou association établies, ou

encore des personnes physiques - entrepreneurs spécifiés dans la loi, fonds fiduciaires et autres fonds d'investissement.

Les entités détenant des titres négociés sur un marché réglementé au sein de l'Union européenne doivent utiliser les Normes internationales d'information financière telles qu'adoptées par l'Union européenne (IFRS) pour la comptabilité et la préparation des états financiers au lieu des règles comptables tchèques. Les entités de consolidation et leurs filiales peuvent volontairement utiliser les normes IFRS pour la comptabilité et la préparation de leurs états financiers individuels et consolidés, sur la base des règles décrites dans la loi.

La modification de la Loi comptable entrée en vigueur le 1er janvier 2016 introduit une nouvelle répartition des unités comptables en unités comptables micro, petites, moyennes et grandes. Cette division a une incidence sur les différentes obligations lors du maintien de la comptabilité, de la préparation des états financiers ou de la publication de l'information financière.

Catégorie de l'unité comptable	Critère à remplir	Total des actifs en K CZK	Chiffre d'affaires net annuel in K CZK	Nombre moyen d'employés au cours de la période comptable
<b>Micro</b>	À la date de clôture, si ne dépasse pas au moins deux des limites spécifiées	9 000	18 000	10
<b>Petite</b>	S'il ne s'agit pas d'une micro-unité comptable et qu'à date de clôture, il n'y a pas dépassement d'au moins deux des limites spécifiées	100 000	200 000	50
<b>Moyenne</b>	S'il ne s'agit pas d'une micro ou petite unité comptable, et qu'à date de clôture, il n'y a pas dépassement d'au moins deux des limites spécifiées	500 000	1 000 000	250
<b>Grande</b>	À la date de clôture, si dépassement d'au moins deux des limites spécifiées	500 000	1 000 000	250

Une entité d'intérêt public, entre autres, est toujours considérée comme une grande unité comptable. Une entité d'intérêt public est considérée comme une entité comptable avec son siège en République tchèque, qui est un émetteur de titres admis au commerce sur le marché réglementé européen, une banque ou une coopérative d'épargne et de crédit, une compagnie d'assurance ou de réassurance, une société de retraite ou une compagnie d'assurance maladie.

La loi définit également les catégories de Groupes d'unités comptables :

Catégorie du Groupe d'unités comptables	Critère à remplir	Total des actifs en K CZK	Chiffre d'affaires net annuel in K CZK	Nombre moyen d'employés au cours de la période comptable
<b>Petit</b>	À la date de clôture, si ne dépasse pas au moins deux des limites spécifiées sur une base consolidée	100 000	200 000	50
<b>Moyen</b>	S'il ne s'agit pas d'un petit Groupe d'unités comptables et qu'à date de clôture, il n'y a pas dépassement d'au moins deux des limites spécifiées	500 000	1 000 000	250
<b>Grand</b>	À la date de clôture, si dépassement d'au moins deux des limites spécifiées	500 000	1 000 000	250

Les états financiers en vertu de la réglementation comptable tchèque sont établis à la date de clôture de l'exercice, qui peut être aligné sur le calendrier civil ou non, et se composent :

- d'un bilan,
- d'un compte de résultat,
- des notes (annexes), expliquant et complétant les informations contenues dans le bilan et le compte de résultat,
- Les entités moyennes et grandes doivent également inclure un état des flux de trésorerie et un état des variations des capitaux propres.

Toutes les entités doivent organiser une **Assemblée Générale annuelle des actionnaires** au cours de laquelle la clôture de l'entité est approuvée et les décisions des actionnaires concernant le résultat comptable et d'autres sujets sont fixées. Les actionnaires sont également responsables de préparer un **Rapport sur les parties liées** où une présentation complète de la position de l'entité contrôlée dans la structure du groupe de parties liées doit être décrite.

Les unités comptables qui sont tenues de faire vérifier leurs comptes par un auditeur (voir plus bas) doivent également préparer un rapport annuel.

Les états financiers et le rapport annuel doivent

être publiés au **Registre du Commerce**. Les unités comptables doivent archiver les états financiers et les rapports annuels pendant au moins dix ans et d'autres documents comptables pendant cinq ans. La documentation relative à la paie doit être archivée jusqu'à une période de trente ans.

Les entités suivantes doivent avoir leurs états financiers (réguliers ou extraordinaires) vérifiés par un auditeur indépendant qui doit être nommé lors de l'Assemblée Générale:

- les grandes unités comptables (à l'exception de certaines unités comptables qui ne sont pas des entités d'intérêt public);
- les unités comptables moyennes,
- les petites unités comptables qui sont des sociétés par actions ou des fonds en fiducie et qui dépassent l'un des critères suivants à la date de clôture de l'exercice ainsi qu'à la clôture de l'exercice immédiatement précédent.:

- Actif net totalisant 40 000 000 CZK,
- Un chiffre d'affaires net annuel total de 80 000 000 CZK,
- Une moyenne de 50 employés au cours de la période comptable,

>>

## Audit et comptabilité

d) d'autres petites unités comptables, si au moins deux des critères susmentionnés ont été dépassés ou au moins atteints à la date de clôture d'exercice ainsi qu'à la clôture de l'exercice immédiatement précédent.

La profession d'audit en République Tchèque est régie par la loi sur les commissaires aux comptes et tous les commissaires aux comptes doivent être certifiés et enregistrés par la chambre des comptes

de la République Tchèque. Le **Conseil de surveillance publique de l'audit** est l'institution indépendante qui supervise la Chambre des comptes de la République Tchèque et les activités des auditeurs.

La vérification des comptes est effectuée conformément aux **Normes internationales d'audit (ISA)** et aux directives d'application émanant de la Chambre des comptes.

## Rapport ESG

**La directive sur les rapports de durabilité des entreprises est entrée en vigueur le 5 janvier 2023, de sorte que les entités tchèques sont désormais tenues de déclarer leurs activités liées au développement durable. Les grandes entreprises (> 250 salariés, > 40 M€ de chiffre d'affaires net ou > 20 M€ de total de bilan) seront soumises à cette obligation en 2025 (par un rapport ESG concernant 2024). Les années suivantes, les entreprises ou groupes de taille petites ou moyenne cotées en bourse (plus de 500 employés, chiffre d'affaires net de 40 millions d'euros ou total de bilan de 20 millions d'euros) devront préparer et soumettre ce rapport.**



**Mazars s.r.o.**

International Business Center  
Pobřežní 3  
186 00 Praha 8  
Tel. +420 224 835 730



**Vendula Pešková**

Outsourcing Leading Partner  
Tel. +420 224 835 730  
Mob.: +420 721 438 771  
vendula.peskova@mazars.cz



**Guillaume Bosc**

Manager – Responsable  
French Desk  
Mob.: +420 775 416 250  
guillaume.bosc@mazars.cz

[www.mazars.cz](http://www.mazars.cz)  
[www.mazars.com](http://www.mazars.com)

 **CHAMBRE DE COMMERCE  
FRANCO-TCHÈQUE  
FRANCOUZSKO-ČESKÁ  
OBCHODNÍ KOMORA**

**SOLUTIONS TEAM FRANCE EXPORT**  
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

**mazars**